

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 16 octobre 2026

Tous dans la rue demain avec un mot d'ordre : A bas Macron, A bas le capitalisme et les institutions de la Ve République, A bas l'UE, le FMI et la Banque mondiale, tout le pouvoir aux travailleurs et à leurs organisations, en avant vers le socialisme !

Aucun programme politique ou aucune réforme sociale conformes aux besoins sociaux ou aux aspirations démocratiques des travailleurs, ne peuvent être appliqués ou satisfaits dans le cadre des institutions et du régime économique en vigueur, faire croire le contraire constituerait une escroquerie politique, par conséquent, ils doivent disparaître et céder la place à un gouvernement ouvrier s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire de l'ensemble des classes exploitées et opprimées.

J'ai travaillé hier soir très tard et ce matin.

Pas de bol, avant-hier soir le nouveau disque dur a lâché, c'est le deuxième en quelques mois, il est encore sous garantie, heureusement, car 2 téraoctets ce n'est pas donné ! J'ai perdu quelques documents sans importance. En deux jours, l'ordinateur a été attaqué à 14 reprises, mais le blindage antivirus mis en place a tenu bon.

Les virus n'attaquent que le système situé sur un autre disque dur où figurent tous les logiciels, c'est la raison pour laquelle je peux continuer de travailler normalement. Dans l'autre disque dur figurait tous les documents que j'avais téléchargés, et qui avaient été sauvegardés sur le disque dur externe que j'utilise actuellement. Je n'avais pas mis à jour le dossier consacré au site (Le Socialisme), j'ai dû télécharger 35 fichiers à partir du serveur.

Privé d'ordinateur toute la journée, j'en ai profité pour faire deux siestes, en fait je me suis allongé et je me suis endormi en moins d'une minute tellement j'étais crevé, j'ai beaucoup de mal à récupérer.

Et puis j'ai des soucis de jardinage.

Il y a des arbres qui crèvent sans que je sache pourquoi, quand je m'en aperçois, il est trop tard, on a perdu un citronnier et un hibiscus vieux de 30 ans. Le terrain est pourri, très difficile à cultiver, la terre est argileuse, très tassée, du béton, on ne sait jamais si on arrose trop ou pas assez, trop, les racines pourrissent et les bactéries passent à l'attaque, pas assez, les feuilles présentent les mêmes symptômes, elles se dessèchent à une vitesse fulgurante, en quelques jours l'arbre est mort, c'est désolant, parce qu'un arbre met beaucoup de temps à pousser, et moi, il ne m'en reste plus beaucoup à vivre !

Rien de tel qu'un petit coup d'Alice in Chains un vendredi matin pour se mettre en forme. A 71 ans, j'ai toujours 20 ans, le socialisme conserve, c'est mon élixir de jouvence ! Je le partage avec vous. Vous n'en voulez pas, dommage, tant pis, vous l'aurez voulu. Quoi ?

Comment, vous n'êtes pas de bonne humeur, vous n'auriez pas le moral ? Vous y êtes peut-être pour quelque chose, non ? Alors adoptez le matérialisme dialectique, la vie vous paraîtra soudainement plus supportable, moins sombre, moins triste, sans alcool, sans drogue, sans antidépresseur. Et si cela ne fonctionnait pas, ce serait parce que vous n'y croiriez pas suffisamment. Commencez par avoir confiance en vous-même, et vous verrez, cela s'arrangera tout seul. Ce n'est pas non plus une potion magique, c'est juste un instrument qui permet de mesurer le chemin parcouru pour ne pas perdre le fil, le nord ou la boule. Non, pas la boule de cristal, vous n'aurez pas à vous prendre pour un médium ou un illusionniste, la tête avec tous ses capteurs, c'est prodigieux ce qu'on peut voir et faire avec, à condition de ne pas se laisser impressionner par ce qu'on ressent ou ce qu'on vous raconte, sinon vous pourriez la perdre ou elle pourrait rouler dans la boue, vous risqueriez de ne jamais vous en remettre.

Voyez ce qui arrive le jour où on devient adulte, c'est presque un jour maudit, parce qu'on perd d'un coup les aspirations révolutionnaires de notre jeunesse, souvent pour toujours, on ne s'en remet jamais vraiment, ici vous avez l'occasion de vous refaire une santé, saisissez-la !

A les entendre, rien ne serait possible à cause de la dette faramineuse de la France, dans le cadre du capitalisme, des institutions en place, mais si on faisait sauter tous ces obstacles, tout deviendrait alors possible. Il suffit donc de faire table rase, de liquider leur Etat et d'instaurer le nôtre, une République sociale, laïque et révolutionnaire, on se donne les moyens politiques de s'attaquer dès maintenant aux fondements du capitalisme et le tour est joué.

On appelle les travailleurs du monde entier à nous imiter, à prendre le pouvoir, à faire leur révolution politique et sociale, et on brise le blocus mis en place par la réaction.

France : la préfecture de Paris interdit un parcours de manifestation avant le 17 octobre - RT 15 oct. 2026

À l'approche des manifestations prévues le 17 octobre dans toute la France, le préfet de police de Paris a interdit, dans la capitale, le parcours allant de République à Concorde. Gilets jaunes, syndicats et étudiants dénoncent la vie chère et le manque de moyens, alors que le gouvernement peine à apaiser la contestation.

La mobilisation du 17 octobre n'a pas encore commencé que les autorités parisiennes en restreignent déjà les itinéraires. Le préfet de police, Patrice Faure, a interdit le parcours d'un cortège, alors que la colère contre la vie chère rejoint celle des lycéens.

Le 15 octobre, la préfecture a rejeté le parcours déclaré par Interfac IDF, de République à Concorde, invoquant des risques de troubles à l'ordre public et la proximité de bâtiments officiels. Elle propose de rejoindre Nation à la place, ce que refusent les organisateurs.

Un second cortège, réunissant des Gilets jaunes et des syndicats, est envisagé d'Opéra à Bastille. La police veut, là encore, imposer un autre itinéraire. Un rassemblement sur les Champs-Élysées a

également été demandé, sans décision annoncée à ce stade. L'Union étudiante appelle à se retrouver à République à 14 heures.

Le retour du spectre des Gilets jaunes

Plus de 1 000 initiatives sont répertoriées en ligne à travers le pays, sans garantie qu'elles auront toutes lieu. La multiplication des appels montre toutefois que la contestation dépasse largement Paris.

La flambée des prix, notamment des carburants, rappelle les revendications à l'origine des Gilets jaunes en novembre 2018. Près de huit ans plus tard, le pouvoir d'achat reste au centre de la contestation et les syndicats tentent de fédérer les mécontentements.

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a annoncé le soutien de son syndicat : « *La montée du 17 octobre montre l'ampleur de la colère et donc, partout où les conditions seront réunies, la CGT en sera.* » (Elle s'est bien passée d'appeler à la grève générale ce jour-là, ils espèrent tous que cette journée de mobilisation fera un flop. - J-C)

Ils avaient enterré trop vite la lutte des classes !

La lutte des classes : la colère lycéenne vue par la presse étrangère - Courrier International 14 octobre 2026

C'est un mouvement qui semble ne plus devoir s'arrêter : depuis des semaines, la presse étrangère suit de près la mobilisation des lycéens, et le regard qu'elle porte sur les réponses (ou l'absence de réponses) du gouvernement est pour le moins sévère. *"La crise française de l'école n'est pas conjoncturelle. Elle n'est pas seulement budgétaire. C'est une rupture du contrat social : l'État avait promis un enseignement public de qualité bâtisseur d'avenir. Ce qu'il offre aujourd'hui, ce sont des établissements en ruine qui produisent des diplômés sans valeur sur le marché du travail"*, assène ainsi Eduardo Chávez Molina dans le magazine Anfibia. Le constat du sociologue argentin-chilien peut sembler sévère. Il reflète assez bien la tonalité des médias internationaux qui couvrent les manifestations.

Car que demandent les lycéens ? Plus de professeurs, des emplois du temps moins chargés, des locaux dignes de ce nom, et la fin de Parcoursup, un système qu'ils jugent discriminatoire et peu transparent. Face à cela, le gouvernement, visiblement dépassé et qui n'a pas mesuré la colère grandissante, a choisi très tôt la manière forte : *"De fait, le gouvernement a immédiatement traité les manifestations comme un risque sécuritaire. Bien que la plupart des contestataires soient des adolescents, le ministre de l'Intérieur a déployé des CRS suréquipés devant certains lycées"*, constate Matthias Krupa dans Die Zeit.

Jean-Luc Mélenchon n'est pas le seul à évoquer une riposte disproportionnée. *"En France, la violence de la police est un problème politique"*, titre en Italie le Corriere della Serra, qu'on peut difficilement soupçonner de gauchisme.

Plus sévère (et beaucoup plus à gauche), l'hebdomadaire The Nation, aux États-Unis, a trouvé un responsable : *"La fermeté des forces de l'ordre est devenue la marque de fabrique de la présidence d'Emmanuel Macron."*

Or, tout ce que demande cette génération en colère, c'est d'être entendue, d'avoir voix au chapitre dans un système sclérosé qui au mieux l'ignore, au pire la méprise. *"Quel message entendent ces jeunes gens quand l'État mobilise toute sa machinerie pour les arrêter, eux qui ne mobilisent que leur corps et leur voix ?"* déplore encore Eduardo Chávez Molina. *"À la différence des grandes mobilisations étudiantes de 1968, 1986 ou 2005, cette génération ne combat pas une réforme spécifique"*, explique le sociologue, mais exprime une angoisse existentielle face à un futur dont elle se sent exclue par avance.

Lagarde a raison : l'ennemi est dans notre propre pays, les institutions de la Ve République au service du capitalisme à abattre !

Dettes française : Lagarde affirme que «la solution se trouve d'abord en France» - RT 15 oct. 2026

« En ce qui concerne la France, la solution se trouve d'abord et fondamentalement en France, au niveau de la politique budgétaire », a-t-elle averti, semblant minimiser toute perspective d'intervention de la BCE.

J-C - En effet, on prend le contrôle de l'économie du pays et on impose un changement de régime économique, en commençant par rompre avec l'UE et la BCE, l'euro demeurant provisoirement la monnaie pour les transactions internationales quand le troc ne peut pas fonctionner ou est insuffisant, tandis qu'une monnaie à usage interne est créée ; on ferme la Bourse et on exproprie le CAC 40 sans leur verser un centime d'euros, confiscation de tous les biens et avoirs de l'oligarchie, des capitalistes au-delà de 10 millions d'euros (à déterminer) ; on reprend le contrôle de la monnaie et de la Banque de France, du crédit, du commerce extérieur ; on annule la dette contractée auprès des institutions internationales du capital ; on porte le smic à 2500 ou 3000 euros nets, tous les salaires inférieurs sont priés de s'aligner ; on bloque les prix et les loyers, puis on réduit les loyers de la moitié ou des deux tiers selon les cas ; on prend le contrôle de tous les secteurs clés de l'économie comprenant l'alimentation et la distribution sont nationalisés, les transports en commun, la santé et l'éducation relevant des services publics sont gratuits, sauf pour les revenus supérieurs à 5000 euros nets mensuels (à déterminer plus précisément) ; établissement d'un revenu maximum aux alentours de 7 à 10000 euros nets, incluant tous les avantages en nature ou primes, on rabote tout ce qui dépasse quelle que soit la profession ; la Constitution de la Ve République est abolie, donc toutes les institutions politiques de la France sont dissoutes, y compris l'armée, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat, le Palais de l'Élysée devient la Maison du peuple ou un musée en son honneur, puisque c'est lui qui a courageusement contribué à construire ce pays avec sa sueur, ses larmes, son sang et ses souffrances innombrables...

RT - S'exprimant en marge des assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Bangkok, lors d'un événement organisé par CNN, la présidente de la BCE a souligné que la fièvre sur le marché obligataire « ne se limite ni à l'Europe ni à la France, cela touche l'ensemble de la planète ».

J-C - Elle a encore raison : C'est à l'échelle mondiale qu'il faut éradiquer le capitalisme et instaurer le socialisme.

RT - Le gouverneur de la Banque de France Emmanuel Moulin, également à Bangkok, a appelé plus tôt les parlementaires et l'exécutif à « prendre leurs responsabilités ».

Il a rappelé l'existence de dispositions constitutionnelles permettant d'adopter un budget même sans majorité, allusion à l'article 49.3 ou aux ordonnances.

J-C - Nous prenons les nôtres : Nous vous renvoyons ! Quant au budget, nous la majorité, nous nous passerons de vous, la minorité, de votre Constitution !

Sérieusement c'est cela être socialiste et révolutionnaire, rien à voir avec Mélenchon et LFI qui les ménageraient.

Raphaël Glucksmann: Le candidat de l'extrême centre de gauche !

Pour la présidentielle 2027, le dilemme stratégique de Raphaël Glucksmann entre le centre et la gauche - HuffPost 14 octobre 2026

« Qu'il y ait des électeurs du centre, du centre gauche ou du centre droit qui votent Raphaël, c'est évidemment ce qu'on va essayer de faire. Il faut convaincre un maximum de Français », assure la co-présidente de Place publique Aurore Lalucq dans les colonnes du Parisien. Si pour elle, Raphaël Glucksmann reste un candidat de gauche, rien ne l'empêche de s'adresser plus largement à des électeurs perdus ou hésitants.

« Il faudra évidemment aller prendre quelques points à Gabriel Attal et à Édouard Philippe. On n'y arrivera pas sinon », concède aussi un proche de Raphaël Glucksmann auprès du HuffPost... tout en refusant de dire si cela suppose d'envoyer des signaux politiques en direction du centre. C'est pourtant tout l'enjeu. Faut-il amender le programme, y injecter quelques mesures qui pourraient plaire à un électorat plus libéral, amoindrir certaines réformes plus « sociales » ?

Pour un cadre influent du PS, qui a soutenu Raphaël Glucksmann face à Olivier Faure, *« il n'y a pas besoin de faire de gestes »* en ce sens, le fondateur de Place publique ayant manifestement la capacité d'aimer les soutiens sans avoir besoin d'inscrire des marqueurs dans son programme. *« Les électeurs de Gabriel Attal se dirigeront vers Raphaël Glucksmann ou Édouard Philippe. Le mécanisme sera naturel », assure-t-il auprès du HuffPost. Mieux : il assume de ne vouloir aller « chercher personne », renvoyant la responsabilité sur chaque électeur. « On a un programme, une incarnation, on n'a pas de gestes à faire », insiste notre source.*

Quant à d'éventuels alliés à gauche, ils semblent, de toute façon, difficiles à trouver.

J-C - Ce qui nous fait marrer, c'est que ses amis journalistes ne font aucun effort pour essayer de maquiller son escroquerie, c'est normal d'ailleurs, puisque leur candidat est Edouard Philippe, c'est lui et non Glucksmann, qui doit récupérer les voix qui auraient pu se porter sur Attal.

Dans le cloaque des élites sociaux-néolibéraux. Euphémisme et aveu.

Thomas Piketty juge Raphaël Glucksmann "*pas assez à gauche*" et regrette une primaire socialiste "*assez élitiste*" - BFMTV 15 octobre 2026

Mais parmi tous ces candidats, travaillera-t-il pour Raphaël Glucksmann? "*Non, c'est peu probable*", répond Thomas Piketty, avant d'ajouter que, pour lui, "il n'est pas suffisamment à gauche".

"*Je ne veux pas faire de procès à qui que ce soit, pour moi ce qui compte, c'est le débat de fond*", se continue-t-il.

Il va même jusqu'à émettre un regret :

"*Aujourd'hui, je pense que compte tenu du niveau d'endettement de la France, on va avoir besoin de recourir à des mesures exceptionnelles sur les très hauts patrimoines*", estime-t-il. BFMTV 15 octobre 2026

Glucksmann a horreur du peuple, de la classe ouvrière.

Ce que dit l'incapacité de Raphaël Glucksmann à soutenir (sur le terrain) le mouvement lycéen - HuffPost 16 octobre 2026

En pleine mobilisation de la jeunesse, et alors que d'importants rassemblements sont annoncés le 17 octobre autour de divers mots d'ordre, Raphaël Glucksmann reste à la maison. Certes il réaffirme régulièrement son soutien aux « *revendications légitimes* » des lycéens, mais n'apparaît jamais à leurs côtés sur le terrain. Même à Marseille début octobre, où il a rencontré des jeunes dans un bar, il a refusé de se rendre dans les cortèges. « *Le rôle d'un politique n'est pas d'aller manifester mais d'apporter des réponses* », argumente-t-il.

Sur ses réseaux sociaux, impossible de trouver la moindre image de lui devant un lycée bloqué ou en manifestation.

Malgré plusieurs tentatives, Le HuffPost n'a pas réussi à savoir si l'eurodéputé prévoyait de se rendre dans les défilés du 17 octobre.

Désormais, un dilemme se pose au candidat. Aller en manifestation au risque de se faire conspuer, ou ne pas y aller et être accusé de désert ?

Selon un récent sondage Ipsos-BVA, les jeunes de 18 à 24 ans sont largement acquis aux idées de Jean-Luc Mélenchon, qui recueille de 41 à 43 % d'intentions de vote. Très loin devant Raphaël Glucksmann, qui plafonne à 5 ou 6 %.

La vertu du lieu commun qui ne manquait pas de "partenaires".

"Il va falloir qu'on se parle" : Marine Tondelier estime qu'à gauche "personne n'est capable de remporter seul" l'élection présidentielle - BFMTV 15 octobre 2026

La candidate les Écologistes à l'élection présidentielle Marine Tondelier a affirmé que les partis politiques de gauche vont devoir se parler pour gagner l'élection présidentielle, affirmant avoir écrit à de nombreuses personnalités politiques.

"Nous avons écrit au mois d'août écrit à tous nos partenaires, dont Raphaël Glucksmann, dont Olivier Faure, dont Jean-Luc Mélenchon mais aussi Clémentine Autain, François Ruffin", a-t-elle listé, estimant se battre "pour l'écologie et l'union". BFMTV 15 octobre 2026

A quoi jouent-ils avec leurs sondages ?

J-C - Il va de soi, que tous ceux qui postulent aujourd'hui au trône de France, ne figureront pas sur la grille de départ. Il y en a qui abandonneront et d'autres qui se désisteront en faveur d'autres candidats, donc, les estimations qu'ils fournissent aujourd'hui ne veulent rien dire, sauf si on avait l'intention de les instrumentaliser.

Mélenchon et Le Pen font figure d'épouvantails au profit de candidats plus respectables qui n'ont aucune chance de passer l'épreuve du premier tour, sauf un, Edouard Philippe, leur candidat, celui de l'oligarchie. Leur problème consiste à ménager leur monture, car ils savent que leur canasson est vulnérable, avec les gamelles qu'il se trimballe, moins on en parle et plus il sera en forme pour franchir les derniers obstacles et franchir la ligne d'arrivée en seconde position derrière l'autre gourde. Quand ils auront vidé leurs chargeurs sur Mélenchon et Le Pen, il sera alors temps d'apprêter leur étalon pour qu'il aborde la dernière ligne droite en futur président.

Souvenez-vous, ils conçurent chaque sortie de Macron comme une véritable opération de marketing et de communication avant le premier tour en 2017, à le voir et à l'entendre, on pouvait se figurer qu'il était déjà élu, et effectivement, il rafla la mise, à mon avis, ils comptent refaire la même chose avec Edouard Philippe.

Leur ennemi, ce n'est pas Le Pen, car ils savent que même avec une large avance au premier tour, elle sera battue au second, parce qu'elle aura pratiquement épuisé ses réserves de voix au premier tour, et c'est là que cela devient intéressant, car ils n'arrêtent pas de faire croire le contraire. A les entendre, Edouard ou Mélenchon serait écrasé par Le Pen au second tour, c'est là qu'est l'arnaque. Si vous ne voulez qu'un tel scénario catastrophe se produise, voter pour le candidat qui fait l'objet d'un consensus républicain droite gauche pour empêcher l'extrême droite de parvenir au pouvoir, votez Edouard Philippe, le Président de la Restauration de la France, et hop emballé, c'est pesé, voilà le candidat du groupe Bilderberg élu !

Présidentielle : vers un duel Jean-Luc Mélenchon-Marine Le Pen au second tour quel que soit le candidat du bloc central, selon un sondage - BFMTV 15 octobre 2026

Selon un sondage publié ce mercredi 14 octobre par Odoxa pour Public Sénat, le Nouvel Obs et la presse régionale, Jean-Luc Mélenchon serait au second tour de l'élection présidentielle face à Marine Le Pen, quel que soit leur adversaire du bloc central.

Au second tour, la candidate d'extrême droite l'emporterait très largement face à Jean-Luc Mélenchon, à 68 %, contre 32 % pour le leader de la gauche radicale. BFMTV 15 octobre 2026

J-C - Entre nous, on se demande ce qu'il y a de "*radical*" chez Mélenchon, hormis son refus de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Ils n'auront pas perdu de temps pour le fabriquer celui-là !

Présidentielle 2027 : Glucksmann rattrape Mélenchon et Philippe pour la deuxième place, dans un nouveau sondage - 20 Minutes 15 octobre 2026

Raphaël Glucksmann se retrouve pour la première fois au coude-à-coude avec Jean-Luc Mélenchon et Edouard Philippe pour accéder au second tour de l'élection à l'Elysée. Il est crédité comme ses deux concurrents de 15 % des voix dans un sondage OpinionWay pour Les Échos et Radio Classique publié ce jeudi.

Ils n'ont rien à proposer, que des recettes avariées... pour relancer le capitalisme !

Comment Jean-Luc Mélenchon veut créer 106 milliards d'euros de nouvelles recettes en 2027 - HuffPost 15 octobre 2026

Partisan d'une relance sociale et écologique de l'économie, le candidat à l'élection présidentielle entend récupérer plus de 106 milliards d'euros de recettes supplémentaires et veut créer 81,7 milliards de dépenses en 2027.

Accusant les différents présidents qui se sont succédé depuis Nicolas Sarkozy d'avoir organisé « *l'appauvrissement méthodique et organisé de l'État* », Jean-Luc Mélenchon assume de vouloir « *remettre de l'ordre dans les comptes publics* », reprenant là une formule chère aux libéraux. « *Il est nécessaire de mettre à contribution le capital financier* », a-t-il ajouté, jugeant qu'il avait jusqu'ici « *profité à plein, tout le temps, sous toutes les formes* ».

Le député LFI Éric Coquerel, qui a présenté les détails du programme, a souligné que les recettes envisagées étaient "*raisonnables*" et "*crédibles*". AFP et HuffPost 15 octobre 2026

La réaction se déchaîne à l'idée de devoir consentir quelques concessions à la marge.

J-C – Cela montre bien qu'on a affaire à des ordures qui ne veulent rien céder, qui veulent tout posséder, donc il va falloir tout leur enlever, ne rien leur laisser, voilà ce que leur réaction signifie.

- Des économistes jugent "*peu détaillé*" et "*optimiste*" le contre-budget de LFI - AFP

- «*Trop d'impôt tue le contribuable*», David Lisnard promet de rendre 60% des économies au pouvoir d'achat - Capital

- Taxer les grandes fortunes sans les autres pays, «*ça n'arrivera pas*», tranche Roland Lescure - Capital

- La retraite à 60 ans coûterait «entre 40 et 50 milliards par an», estime Jean-Pierre Farandou, qui n'y croit «*pas du tout*» - Capital
- «*C'est juste dingue*», Agnès Verdier-Molinié calcule 690 milliards d'euros à emprunter pour la France en 2027 - Capital
- « *Une humiliation pour la 7e économie mondiale* » : un expert en risque politique s'inquiète pour la France - Paris Match
- L'inflation s'envole à nouveau à 3,1 % en septembre, au plus haut depuis deux ans et demi - 20 Minutes
- « *Une humiliation pour la 7e économie mondiale* » : le monde s'inquiète de ce qui peut bientôt arriver à la France - Paris Match
- « *C'est épuisant* » : en France, la part préoccupante de ceux qui ne mangent pas à leur faim - HuffPost. 12 octobre 2026
- Action contre la faim publie une étude soulignant la part préoccupante d'adultes qui manque « *parfois ou souvent* » de nourriture en France.

En famille. Ils s'entendent comme larrons en foire !

Soutenu par des élus de divers bords, dont Agnès Pannier-Runacher (Renaissance), Damien Maudet (LFI) et Christophe Bentz (RN), l'amendement prévoit que le pharmacien délivre exactement le nombre d'unités correspondant à la prescription médicale. « *Il y a des alliances parfois étonnantes* », a souri le rapporteur général Thibault Bazin (Les Républicains). franceinfo avec AFP 16 octobre 2026

J-C - Ils diront que c'est pour la "*bonne cause*", ben voyons, tous ces gens-là sont animés de bonnes intentions envers le peuple, c'est bien connu.

Enfonçons le clou dans le cercueil de l'opportunisme.

Actu.fr - L'amendement imposant au pharmacien de délivrer exactement le nombre d'unités correspondant à la prescription médicale a été initié par le député Guillaume Kasbarian (Renaissance). actu.fr 16 oct. 2026

J-C - Ce qui signifie, d'une part, que LFI n'était pas à l'origine de cet amendement, et d'autre part, ils n'avaient pas besoin de son soutien pour être adopté.

En Inde, quand des médicaments sont prescrits à l'aide d'une ordonnance, ils sont tous fournis à l'unité selon la posologie indiquée par le praticien. Vous pouvez acheter des boîtes entières de médicaments, hormis ceux considérés comme des drogues, somnifères, antidépresseurs, opioïdes ou morphines, tout le reste est en vente libre, y compris les antibiotiques.

Et n'importe qui peut acheter ou ouvrir une pharmacie. Je le sais, parce qu'il y a 20 ans en arrière, on m'avait proposé d'en racheter une avec d'autres Indiens. Ils vendent des médicaments comme ils

vendraient du riz ou des chemises ! Et l'éthique ? De quoi parlez-vous ? Vous n'y êtes pas du tout, cela n'existe pas ici, c'est réservé aux pays riches ou qui l'étaient encore il n'y a pas si longtemps.

Parfois j'ai essayé de parler médecine avec des pharmaciens, mais j'ai dû abandonner, j'en savais plus qu'eux !

Ici, les consultations chez le médecin ou à l'hôpital se passent debout, c'est à peine s'ils vous auscultent, parfois non, vous comprenez pourquoi malade depuis quatre ans j'ai préféré l'automédication. Ici on y va vraiment en dernier recours ou si on a de l'argent et du temps à perdre.

Capitalisme : Stop ou encore ? L'heure a sonné de faire table rase, de prendre le pouvoir.

« *Quand vos enfants vous disent "j'ai encore faim" mais que vous n'avez plus rien à leur donner, c'est bouleversant... et très violent.* » Nathalie*, 42 ans, vit une réalité bien plus courante qu'on pourrait le croire en France. Selon une enquête publiée par l'ONG Action contre la faim ce lundi 12 octobre**, plus d'un adulte sur huit – soit 13 % de la population de plus de 18 ans – manque « *parfois ou souvent de nourriture* » dans l'Hexagone.

« *Ce chiffre est encore plus élevé chez les jeunes de 18 à 24 ans, avec 25 % d'entre eux, qui n'ont souvent ou parfois pas assez à manger. Ce sont des niveaux de précarité alimentaire qui sont assez critiques et cette question est insuffisamment présente dans le débat public* », commente auprès du HuffPost Hélène Quéau, directrice de la mission France à Action contre la faim. « *Ces chiffres ne devraient pas être acceptables : manger suffisamment et ce dont on a envie ne devrait pas être un privilège* », ajoute-t-elle.

Pour lire la suite :

<https://fr.news.yahoo.com/style/c-epuisant-france-part-preoccupante-052700429.html>

Bas-Rhin : Un bond des bénéficiaires de la Banque alimentaire, l'association tire la sonnette d'alarme - 20 Minutes avec agences 15 octobre 2026

Au cours d'une interview accordée à Radio Mélodie, le président de la Banque Alimentaire du Bas-Rhin, Jean Serrats, a partagé son inquiétude face à une situation devenue critique. Dans le département, le nombre de personnes secourues par l'association a ainsi augmenté de 80 % en l'espace de cinq ans, passant de 38.000 à 68.000.

Inquiet, il indique observer une évolution des profils. « *On appelle ça les travailleurs pauvres. Nous constatons, parmi les gens que nous accompagnons que 10 % d'entre eux ont un travail à temps complet en CDI [...] Nous avons également beaucoup, beaucoup de familles monoparentales* », expose-t-il.

Personnes âgées, travailleurs pauvres... L'Unccas alerte sur les « nouveaux visages de la précarité » - 20 Minutes 13 octobre 2026

L'Unccas (Union nationale des centres communaux d'action sociale) a publié lundi un rapport expliquant que 63 % des centres avec lesquels elle collabore « *voient augmenter le nombre de personnes qui travaillent mais ne parviennent plus à s'en sortir* ».

Les Centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS et CIAS) font état de « *nouvelles formes de fragilité* ». Plus de la moitié (51 %) cite par exemple « *des personnes confrontées à une souffrance psychique sans prise en charge* ». Par ailleurs, 30 % de ces établissements disent s'occuper « *de plus en plus de personnes âgées qui renoncent à se chauffer ou à se soigner* ».

Parmi les CCAS et CIAS interrogés, 27 % constatent que davantage de bénéficiaires renoncent à leurs droits à cause de démarches numériques qu'ils sont incapables de poursuivre. Plus globalement, « *le phénomène des personnes qui ne sollicitent aucune aide ou dont la situation n'est découverte que grâce à l'intervention d'un tiers, est cité par 30 % des répondants* ».

« *L'aide alimentaire explose, les réponses ne sont pas à la hauteur du mur démographique, l'isolement alimente le repli sur soi, le pouvoir d'achat se contracte, le coût du logement le rend inaccessible* », détaille-t-elle dans son communiqué.

Les conclusions sont les mêmes, quel que soit le territoire. En ville, en banlieue ou à la campagne, la précarité revêt de « *nouveaux visages* » et se répand dans des mailles de la société jusqu'ici plutôt épargnées. 20 Minutes 13 octobre 2026

Ukraine.

Guerre en Ukraine : Starlink, gazole russe... Les indices d'un lâchage de Kiev par les Etats-Unis se multiplient - 20 Minutes avec AFP 14 octobre 2026

Entre l'accord pétrolier très controversé entre les États-Unis et la Russie, le double standard de Washington pour réagir aux frappes russes et ukrainiennes, et dernièrement des inquiétudes sur des coupures du renseignement américain à Kiev, difficile de ne pas voir un revirement total de Donald Trump vers Vladimir Poutine ces derniers jours. 20 Minutes avec AFP 14 octobre 2026

En complément.

FraneInfo - "*Je pense que c'est une honte.*" Donald Trump a critiqué, jeudi 15 octobre, sur la chaîne Newsmax(Nouvelle fenêtre), la reprise par l'Ukraine des frappes sur les raffineries russes, haussant à nouveau le ton contre Volodymyr Zelensky. "*Je pense qu'il est plus difficile de travailler avec Zelensky qu'avec Poutine*", a également lancé le président des Etats-Unis. "*Tout ce que fait [Volodymyr Zelensky], c'est de faire grimper les prix mondiaux du pétrole*", s'est-il agacé.

"*Quand vous frappez des raffineries de diesel, (...) vous ne rendez pas service au monde*", a insisté Donald Trump. "*Zelensky n'est pour nous pas le bon type pour trouver un accord*", a encore dénoncé le président américain à Newsmax : "*Il dit qu'il veut trouver un accord, mais il ne veut pas. Je ne l'aime pas beaucoup.*" FraneInfo 16 octobre 2026

Brésil.

Brésil: en plein entre-deux tours, le Parlement approuve la réduction du temps de travail - RFI 15 octobre 2026

Le texte connu au Brésil comme la « *fin du système 6 pour 1* » prévoit la réduction du temps de travail de 44 à 40 heures par semaine, ainsi que le passage à la semaine de cinq jours, sans réduction de salaire. Près de 15 millions de Brésiliens travaillent six jours sur sept, notamment dans le secteur du commerce.

La proposition est devenue l'un des principaux étendards sociaux du président Lula pendant cette campagne, après qu'une pétition en faveur de cette loi a recueilli plus de trois millions de signatures. La classe politique était très divisée sur le sujet mais pas les Brésiliens. Selon les sondages, près de 70% de la population était favorable à cette évolution, qui constituerait la plus importante refonte du droit du travail depuis des décennies. RFI 15 octobre 2026

J-C – En Inde, cela nous fait rêver ! Ce devrait être la revendication prioritaire du mouvement ouvrier...

Etat juif d'apartheid.

Navi Pillay, Prix Nobel de la paix : l'accusation de génocide contre Israël « repose sur des faits » - RFI 14 octobre 2026

6.127 mercenaires français enrôlés dans l'armée de l'Etat juif génocidaire protégés par Macron.

J-C – Ils ne représentent qu'environ 1% de la communauté juive établie en France, mais ils bénéficient d'un statut privilégié ou de la bienveillance de l'appareil judiciaire français acquis au sionisme.

La France peut-elle condamner ses citoyens enrôlés dans l'armée israélienne à Gaza ? - 20 Minutes 15 octobre 2026

Il est tout à fait possible pour des Français qui disposent également de la nationalité israélienne de se faire enrôler par Tsahal.

Une donnée loin d'être une exception puisque, selon le média d'investigation britannique Declassified UK, qui a eu accès à certains documents en février dernier, plus de 50.000 membres des forces armées israéliennes possèdent une nationalité étrangère en plus de leur citoyenneté israélienne.

Parmi eux, 6.127 possèdent la nationalité française, faisant de la France, le second contingent « *étranger* » après les Américains (12.135) et devant les Russes (5.067). Rien d'illégal dans tout cela, s'ils possèdent la double nationalité, ils ont le droit de servir dans une armée étrangère. C'est même

fortement encouragé par Tsahal qui fournit de gros efforts pour mobiliser la diaspora étrangère via les sites de ses ambassades ou des salons. Israël propose également des parcours dédiés comme « *Mahal* », un programme de volontariat destiné aux étrangers qui disposent d'une ascendance juive et qui souhaitent s'enrôler sans devenir Israéliens.

En mars 2024, un porte-parole adjoint de la diplomatie française confirmait que la France n'envisageait pas d'enquêter sur les soldats franco-israéliens servant dans l'armée israélienne à Gaza.

Pourtant, la France en a bien la compétence, comme nous le confirme Didier Rebut, professeur de droit pénal international à l'Université Paris Panthéon-Assas. Selon l'article 113-6 du Code pénal, « *la loi pénale française est applicable à tout crime commis par un Français hors du territoire de la République* ». « *C'est ce qu'on appelle la compétence personnelle active, explique Didier Rebut, il y a quelques conditions procédurales bien sûr, mais oui la justice française est compétente pour le type de cas dont on parle ici, des qualifications qui seraient nécessairement criminelles.* »

Selon le Code pénal, les Français qui participent à ces actions risqueraient des peines allant jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité.

Toutes les actions ne sont toutefois pas du même acabit. « *Le simple fait de s'enrôler et de participer à des actes de guerre ne suffit pas. On ne peut le leur reprocher, selon moi, puisqu'il y a un commandement de l'autorité légitime qui peut être exonératoire, précise Didier Rebut, en revanche, commettre des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, même si on vous en a donné l'ordre n'est pas excusable.* » Idem pour les Français qui iraient habiter dans les colonies israéliennes illégales en Cisjordanie : « *C'est une violation du droit international, mais qui concerne l'Etat israélien. Mais si là-bas, des Français commettent des actes violents ou des spoliations de propriétés qui appartiennent à des Palestiniens, alors la France pourrait se considérer comme compétente.* »

À condition toutefois de pouvoir réunir les preuves en France... et que les personnes concernées reviennent sur le territoire. « *Je ne crois pas qu'Israël extradait un de ses citoyens ou accepte que la France enquête sur place...* », précise le professeur de droit. 20 Minutes 15 octobre 2026

Israël : la Colombie du président Abelardo de la Espriella inaugure son ambassade à Jérusalem - France 24 14 octobre 2026

"*C'est une date importante pour l'État d'Israël. C'est également une date importante pour la ville de Jérusalem*", a déclaré, mercredi 14 octobre, le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, en signant le livre d'or de l'ambassade de Colombie, en présence de son homologue Omar Bula.

Le transfert de cette ambassade à Jérusalem a été décidé par le président colombien conservateur Abelardo de la Espriella, un allié de Donald Trump, qui y avait lui-même déplacé l'ambassade américaine en 2018.

Seuls les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Kosovo, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, les îles Fidji, Nauru et le Somaliland disposent d'une ambassade à Jérusalem, en rupture avec le consensus international.

La Colombie avait rompu ses relations diplomatiques avec Israël en 2024, sous la présidence de Gustavo Petro, pour protester contre l'offensive militaire israélienne dans la bande de Gaza.

Son successeur, Abelardo de la Espriella, a entrepris de les rétablir dès son arrivée au pouvoir cet été.

La relation israélo-colombienne *"n'aurait jamais dû être interrompue"*, a affirmé Omar Bula. *"Israël est un partenaire stratégique, il l'a toujours été et le restera désormais avec encore plus de détermination et de force"*, a de son côté plaidé Tania Gilinski.

"C'est le début d'un âge d'or dans les relations entre nos deux pays", a ajouté Gideon Saar. La veille, le ministère israélien des Affaires étrangères a annoncé le rétablissement d'un accord de libre-échange entre les deux pays qui avait été suspendu par le président colombien Gustavo Petro.

Albanie.

J-C – Leur vieux monde tyrannique craque de partout.

Albanie : le Premier ministre dénonce le "chaos" au troisième jour de violences - Euronews 15 octobre 2026

Des affrontements ont opposé manifestants et policiers dans la capitale albanaise, Tirana, jeudi, pour le troisième jour consécutif, alors que le Premier ministre Edi Rama a condamné le "chaos" provoqué par des manifestations violentes qui ont endommagé des bâtiments gouvernementaux.

"Nous traverserons tous ces heures difficiles ensemble, car l'Albanie continuera de s'élever, car l'Albanie poursuivra son chemin vers l'Europe", a déclaré Rama dans un message vidéo, faisant référence à la candidature de l'Albanie à l'adhésion à l'UE, que la Commission européenne vise à conclure d'ici 2027.

"Personne ne peut prendre l'Albanie à la gorge. Quiconque pense que la loi ne s'applique pas à lui se trompe."

Des étudiants réclamant des réformes de l'éducation ont rejoint un mouvement plus large de protestation antigouvernementale, qui demande la démission du Premier ministre Edi Rama sur fond d'accusations de corruption.

Jeudi, des lycéens se sont joints à des milliers de manifestants lors de marches dans le centre de la capitale, scandant *"Rama, démission !"* et paralysant la ville.

Ces nouveaux affrontements ont suivi les émeutes de mercredi, lorsque des manifestants ont attaqué des bâtiments gouvernementaux, des banques et des commerces, faisant 89 blessés, dont 61 policiers, selon le ministère de la Santé.

"Nous serons sur la place chaque jour", a écrit dans un message publié en ligne Mateo Yskollari, un des principaux organisateurs de la contestation. *"Notre réponse à toute tentative de nous faire taire sera d'étendre la protestation, la mobilisation citoyenne et la désobéissance."*

Depuis plus de quatre mois, des milliers de personnes manifestent contre un projet de tourisme de luxe lié à la fille de Donald Trump, Ivanka, et à son gendre Jared Kushner, devenu un symbole des soupçons de corruption et des inégalités en Albanie. Euronews 15 octobre 2026